

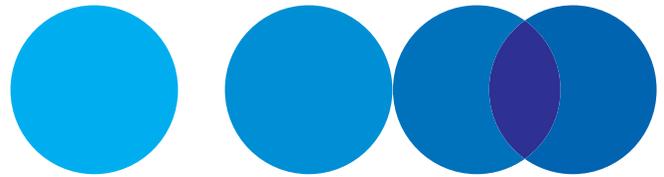


FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

PROGRAMME DE TRAVAIL



2018



Le programme de travail de France Stratégie pour 2018 traduit ses priorités, en cohérence avec la programmation des politiques publiques à moyen et long terme, à un moment de l'histoire de notre pays marqué par un train de réformes intense. Il a été élaboré après une large consultation de l'ensemble des interlocuteurs de France Stratégie, dont la marque de fabrique, depuis ses origines en tant que Commissariat général au plan, est d'associer à ses travaux les partenaires sociaux, l'ensemble des acteurs concernés par les politiques publiques, ainsi que les différentes administrations. France Stratégie les remercie tous pour leur aide précieuse en vue d'identifier les sujets à traiter en priorité.

Le cœur de notre activité demeurera la réalisation d'analyses prospectives, ancrées dans une connaissance précise des faits, et appuyées sur des comparaisons européennes et internationales. Nous y consacrerons cette année encore les quatre cinquièmes de nos moyens, un peu moins d'un cinquième étant alloué à l'évaluation de certaines politiques publiques.

Une ligne directrice parcourt ce programme de travail : la recherche de mesures favorables à une nouvelle croissance pour le pays. Une croissance inclusive, une croissance plus juste, avec un niveau élevé de protection sociale, une croissance prenant pleinement en compte les impératifs de la transition écologique et énergétique. Une croissance qui permette à la France de pleinement réaliser son potentiel, d'enfin réduire le chômage de masse, et de se donner les moyens, grâce à des finances publiques assainies, de faire face à l'imprévu (défis technologiques, crises économiques et financières).

La question de la productivité est centrale dans cette perspective, et France Stratégie accueillera le Conseil national de la productivité que doivent créer tous les États membres de la zone euro.

L'ambition est de permettre aux pouvoirs publics de mieux anticiper les grandes évolutions qui vont marquer le cadre dans lequel ils agissent, de proposer des options sur les politiques à mener dans ce contexte, et de donner aux différents publics l'occasion d'en débattre. France Stratégie contribue à l'évaluation des politiques publiques avec une méthode originale, construisant avec les acteurs concernés les grilles d'évaluation, s'appuyant sur une recherche scientifique assise sur les observations, et soumettant ses résultats au débat. Elle y contribue également en réfléchissant sur la pratique évaluative elle-même et sur sa place dans l'action publique et la vie démocratique.



DÉTERMINANTS DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA CROISSANCE



La productivité a ralenti régulièrement en France depuis les années 1970, et son rythme tendanciel apparaît historiquement faible aujourd'hui. Ce ralentissement, qui n'est pas propre à la France, fait l'objet de travaux à France Stratégie depuis plusieurs années. Ceux-ci se poursuivront en 2018. Ils viendront désormais alimenter les réflexions du Conseil national de productivité (CNP). Ce conseil sera chargé d'analyser le niveau et l'évolution de la productivité et de la compétitivité de l'économie française relativement à celles des autres économies, en particulier de la zone euro.

Nous travaillerons en particulier sur la croissance potentielle, sur ses liens avec la structure de l'emploi, avec notamment une étude sur les difficultés d'embauche qu'un certain nombre d'entreprises déclarent constater, sur les dynamiques salariales liées aux types de contrats de travail et sur le ralentissement de la productivité. Nous étudierons les liens entre productivité des entreprises et pratiques managériales.

La Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (CNEPI) rendra un avis sur le Crédit d'impôt recherche, qui représente à lui seul la majorité des aides publiques à l'innovation.

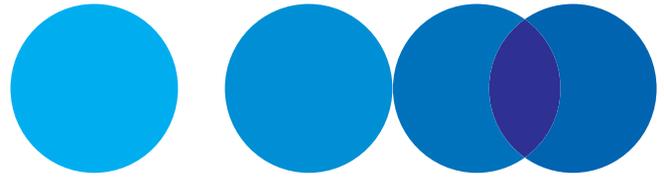


UNE ACTION PUBLIQUE RÉNOVÉE ET PLUS EFFICENTE

La France est singulière parmi les pays comparables par le poids élevé de ses dépenses publiques dans le PIB, qui tient pour une bonne part aux dépenses de transferts sociaux (retraite, chômage, logement, famille, santé). La réflexion engagée par France Stratégie porte sur les transformations souhaitables de certaines politiques publiques et des administrations qui les mettent en œuvre.

France Stratégie contribuera à la réflexion sur la meilleure façon de faire évoluer les grandes masses de recettes





et de dépenses publiques, dans un contexte où le gouvernement a pour objectif de baisser le poids des dépenses publiques de l'ordre de 3 points de PIB d'ici la fin du quinquennat et celui des prélèvements obligatoires de 1 point. Des comparaisons internationales seront menées pour mieux comprendre comment d'autres pays mettent en place des politiques ayant les mêmes objectifs que ceux des pouvoirs publics français, atteignant les mêmes résultats ou faisant mieux, mais se révélant moins coûteuses, notamment dans le domaine social. France Stratégie contribuera au débat public sur les options qui permettraient d'aller en ce sens.

France Stratégie apportera son concours à Action Publique 2022, en participant notamment au comité de suivi réunissant les organisations syndicales et les représentants des différents employeurs publics. Une attention particulière sera portée à l'emploi public : besoins, implantation dans le territoire, facilitation de la mobilité fonctionnelle et géographique, prospective des métiers et qualifications.

PROSPECTIVE DES EMPLOIS, COMPÉTENCES POUR DEMAIN ET TRANSFORMATIONS DU TRAVAIL

France Stratégie engagera en 2018 avec la DARES un quatrième exercice de prospective des métiers et qualifications (PMQ), à horizon 2030. Celui-ci intégrera de nouveaux modules, notamment un volet territorialisé de l'exercice et des travaux portant sur les compétences. Ce travail sera conduit en étroite relation avec le réseau emplois compétences (REC), qui rassemble notamment des observatoires emploi et formation de branche et les acteurs régionaux chargés de ces questions. Les mutations que connaît le travail sont multiples (formes, organisation, conditions d'exercice) : plusieurs travaux viseront à les décrire et à en tirer les enjeux en termes de politique publique.

L'expérimentation de la méthode de « vision prospective partagée des emplois et des compétences » sera poursuivie sur de nouvelles filières, notamment la valorisation industrielle des déchets et les métiers du sport.

France Stratégie travaillera également en collaboration avec le CNESCO et le CESE sur la question de l'orientation scolaire.



ÉVOLUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES SOCIALES : MIEUX PROTÉGER ET DONNER PLUS DE CHANCES AUX INDIVIDUS

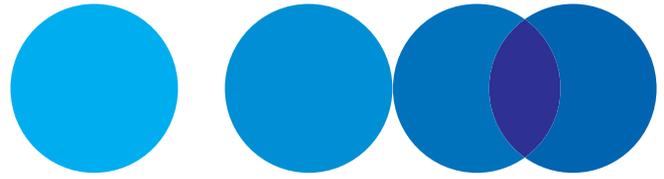
Les inégalités de revenus après prélèvements et transferts ne se sont pas sensiblement transformées en France au cours des dernières années ; mais la situation est différente s'agissant par exemple des patrimoines ou des inégalités d'accès à l'éducation. France Stratégie poursuivra et étendra ses travaux sur ces thèmes, en analysant les sources d'inégalités (marché du travail, évolutions démographiques, patrimonialisation de l'économie) et l'impact du système socio-fiscal. Un accent particulier sera mis sur une analyse dynamique des inégalités, au niveau individuel et en termes de mobilité intergénérationnelle.

La France dispose d'un ensemble large d'instruments de transferts sociaux. France Stratégie poursuivra les travaux permettant de mieux connaître leur articulation, leurs impacts pour leurs bénéficiaires et pour la réduction de la pauvreté, et d'étudier les voies permettant de les simplifier et de les améliorer. Des dispositifs publics visent à assurer un niveau de vie décent des personnes actives, et à inciter à la reprise du travail ou à l'embauche de personnes éloignées de l'emploi. Nous travaillerons à l'établissement d'un diagnostic sur leur efficacité, en prenant en compte la dynamique des trajectoires individuelles.

La situation de l'école maternelle française sera analysée afin de dégager des pistes d'évolution possibles en France pour l'accueil et l'éducation des plus jeunes enfants. Les politiques de réduction des inégalités scolaires en France et à l'étranger feront l'objet d'études spécifiques.

France Stratégie étudiera les mouvements migratoires en Europe et en France, en s'intéressant à leur impact sur les sociétés et la dynamique économique des États membres.





DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Ces dernières décennies ont vu émerger deux phénomènes territoriaux marquants. D'une part, le dynamisme des métropoles, qui concentrent l'activité à haute valeur ajoutée et la partie la plus qualifiée de la population active. D'autre part, la divergence régionale entre le sud-ouest de l'Hexagone, qui prend son essor, et le nord-est qui décroche, victime de la désindustrialisation française.

France Stratégie a renforcé son analyse des sujets liés aux territoires en 2017. Cet axe de travail sera encore approfondi en 2018, pour aboutir à la rédaction d'un rapport qui abordera plus spécifiquement la question des réponses à apporter en matière de politique publique et de gouvernance de l'action publique face à la métropolisation de l'économie et à ses conséquences sur les autres territoires.

Les sources de divergences de dynamisme économique des territoires seront examinées à l'échelle régionale, en particulier celles tenant à la présence de travailleurs qualifiés. Une étude portera sur l'évolution des inégalités salariales selon les territoires.

La transition écologique des territoires sera étudiée à partir de monographies de territoires visant à identifier les formes de l'action publique territoriale adaptées au traitement des différents enjeux (transition énergétique, transition agricole, mobilité, etc.).

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Pour être à la hauteur des engagements climatiques et environnementaux de la France, tous les secteurs, en premier lieu le transport, l'agriculture et le BTP, doivent se transformer en profondeur pour limiter leur impact environnemental. Pour favoriser cette transformation, la redirection des investissements vers des technologies bas-carbone et les modifications de comportement sont deux enjeux majeurs. La recherche des bonnes solutions passe aussi par un travail d'étude sur les politiques suivies dans d'autres pays.

Tant le réchauffement climatique en cours que la transition énergétique à mettre en œuvre pour le limiter auront des conséquences à moyen terme majeures sur l'appareil productif et sur la société.

France Stratégie s'engage dans la durée dans des travaux visant à mieux les cerner et y faire face. Ce travail associera tous les ministères et administrations concernées, les experts et les ONG.

Les principaux thèmes abordés seront l'actualisation de la valeur tutélaire du carbone, suite à la révision à la hausse des ambitions climatiques de la France et à l'annonce de l'objectif de neutralité carbone à horizon 2050 ; la transition écologique de l'agriculture ; la modification des comportements pour mieux intégrer les préoccupations environnementales en France et dans d'autres pays développés ; la lutte contre l'artificialisation des sols ; la distribution d'électricité ; l'impact environnemental du numérique.



ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

France Stratégie s'attache depuis plusieurs années à analyser la transition numérique, facteur de transformation de l'économie et de la société. Elle continuera de le faire, à la fois sous la forme de travaux d'étude, en particulier sur l'intelligence artificielle et la blockchain, et à l'occasion de séminaires.

Une réflexion sera menée sur le potentiel de développement de la médecine personnalisée en France.

Des travaux seront lancés sur les grands enjeux du spatial pour l'économie et la société françaises, en particulier sur la place des satellites dans les télécommunications et les nouveaux services spatiaux.

La prise en compte des enjeux de cybersécurité complétera les analyses en termes de risques (impact pour les entreprises d'une cyberattaque majeure, rôle de l'État face aux nouveaux risques, avec la DGE et l'ANSSI) par des analyses sur le développement de politiques tournées vers la résilience post-attaque.

Des travaux seront menés sur l'éventuelle nécessité d'adapter la régulation des données personnelles à l'ère de l'internet des objets : la multiplication des capteurs numériques et des capacités d'analyse (reconnaissance d'image avec l'intelligence artificielle) permettra en effet de façon croissante d'identifier les individus.



RETROUVEZ LES DERNIÈRES ACTUALITÉS DE FRANCE STRATÉGIE SUR :



www.strategie.gouv.fr



[@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)



[france-strategie](https://www.linkedin.com/company/france-strategie)



[FranceStrategie](https://www.facebook.com/FranceStrategie)

Impression : France Stratégie, Avril 2018

Contacts presse : **Jean-Michel Roullé**, directeur du service Édition-Communication-Événements - 01 42 75 61 37 - 06 46 55 38 38

jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr - **Joris Aubrespin**, Chargé des relations presse - 01 42 75 60 27 - 06 52 52 48 58 - joris.aubrespin@francestrategie.eu



FRANCE STRATÉGIE

France Stratégie est un organisme d'études et de prospective, d'évaluation des politiques publiques et de propositions placé auprès du Premier ministre. Lieu de débat et de concertation, France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions. Elle donne à ses travaux une perspective européenne et internationale et prend en compte leur dimension territoriale.